



## **Conseil Municipal**

### **Séance du 14 décembre 2018**

L'an deux mille dix-huit, le quatorze décembre, à 19 h 00, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

**PRESENTS:** Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BREMOND, Madame Françoise DEBIN, Monsieur Damien AUBRION, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Laetitia BOURSIER, Madame Valérie BRARD-TRIGO, Madame Marie-Jo DELECROIX, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Laurent POUPIN, Madame Christine ROYER, Madame Maryline SOLEILHAC, Madame Anne VERMOTE,

**POUVOIRS :** Madame Virginie DOMINOT donne pouvoir à Madame Anne VERMOTE, Monsieur Jean-Claude RICHARD donne pouvoir à Monsieur Pierre BREMOND

**Absents :** Monsieur Aymeric DUVAL, Monsieur Didier FERJOUX, Monsieur Sébastien PERE, Monsieur Patrick SITAUD,

Madame Laetitia BOURSIER est élue secrétaire de séance

#### **§1- Approbation du procès-verbal de la dernière séance**

Le procès-verbal de la séance du 26 octobre 2018 est adopté à l'unanimité sans observation

#### **§2 – Délibérations**

##### **D1- SIGNATURE AVENANT CONTRAT ENFANCE JEUNESSE**

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil l'avenant, rédigé par la CAF, à la convention d'objectifs et de financement n°201700349.

Après délibération, le conseil autorise M le Maire à signer cet avenant.

**Adopté à l'unanimité**

##### **D2 - Ouverture des crédits en investissement sur le budget 2018**

La Commune a lancé un certain nombre de programmes d'investissement fin 2018 dont découlent des engagements contractuels et financiers début 2019.

Pour autant, les engagements financiers pris début 2019 ne peuvent pas être honorés d'un point de vue comptable tant que les crédits d'investissement n'ont pas été ouverts dans le cadre du budget primitif 2019.

Aussi, sans préjuger des montants qui seront votés au budget primitif 2019, et afin de permettre aux services de travailler sur la section d'investissement avant l'adoption du BP 2019, il vous est proposé :

- d'autoriser l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette en vertu de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- d'ouvrir 25 % des crédits du budget primitif de l'exercice 2018 des dépenses d'investissement conformément à la réglementation, dans l'attente du vote du budget primitif 2019, selon la répartition par chapitre (niveau de vote du budget) comme suit :

	Intitulé	Total budget 2018	Ouverture BP 2019 (25% crédit BP 2018)
OPERATION 110	ENVIRONNEMENT	100 906.40	25 226.60
OPERATION 120	BIBLIOTHEQUE	9 458.33	2 364.58
OPERATION 130	MAIRIE	88 666.80	22 166.70
OPERATION 140	ECOLES	179 733.16	44 933.29
OPERATION 150	SALLE POLYVALENTE	10 526.00	2 631.50
OPERATION 160	AUTRES BATIMENTS	105 281.52	26 320.38
OPERATION 180	LA MOURAUDERIE	1 600.00	400.00
OPERATION 210	ATELIER TECHNIQUE	31 500.00	7 875.00
OPERATION 240	AMENAGEMENT DE LA PLAGE	13 992.00	3 498.00
OPERATION 280	CENTRE BOURG	31 680.00	7 920.00
OPERATION 290	PLAN MULTISENSORIEL SPATIAL	28 812.80	7 203.20
OPERATION 300	AMENAGEMENT RUE DES BOULEAUX	19 200.00	4 800.00
OPERATION 310	AMENAGEMENT QUARTIER MOURAUDERIE	13 608.00	3 402.00
OPERATION 320	RESTAURANT SCOLAIRE	3 800.00	950.00
OPERATION 330	PUYGREMIER	104 332.42	26 083.10
TOTAL		<b>743 097.43</b>	<b>185 774.35</b>

Le Maire est aussi en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement du capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Le conseil municipal,

Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur et en avoir délibéré,

**Approuve le fait d'adopter, selon les modalités ci-dessus, l'ouverture par anticipation des crédits de dépenses d'investissement de l'exercice 2019 pour le Budget général, conformément à l'article L1612-1 du CGCT.**

**Adopté à l'unanimité**

### **D3- Subvention KARABOUILLE**

Monsieur le Maire présente le dossier de demande de subvention de l'association KARABOUILLE pour l'année 2018.

Le montant proposé s'élève à 1 625€

Après délibération, le conseil décide de verser une subvention de 1 625€ à l'association Karabouille pour un projet cirque.

**Adopté à l'unanimité**

### **D4- Décisions modificatives**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Monsieur le Maire explique qu'il est nécessaire de prendre une décision modificative

#### **Régularisation amortissement 2018**

<b>Dépenses</b>		<b>Recettes</b>	
Article (Chap.)	Montant	Article (Chap.) -	Montant
022 (022) dépenses imprévues	- 3157.46€		
6811 (042) dotations aux amortissements	3 157.46€		
Total Dépenses	0	Total Recettes	0

### Régularisation participation budget camping

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.)	Montant	Article (Chap.) -	Montant
2041632 (204) Bâtiments et installations	4 118.55€		
21318 (21)- 330 Autres bâtiments publics	- 4 118.55€		
Total Dépenses	0	Total Recettes	0

### Travaux en régie 2018

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.)	Montant	Article (Chap.) -	Montant
21311 (040) Hôtel de ville	4 262.18€	722 (042) immobilisations corporelles	18 464.03€
21318 (040) Autres bâtiments publics	14 201.85€		
21318 (21) -330 Autres bâtiments publics	- 18 464.03€	73111 (73) Taxes foncières et d'habitation	- 18 464.03€
Total Dépenses	0	Total Recettes	0

Après délibération, le conseil municipal approuve ces décisions modificatives.

Adopté à l'unanimité

### D5 – Mise à jour du tableau des effectifs

#### Vu la délibération n° 08 du 21 juin 2018

Considérant le besoin de recrutement d'un adjoint du patrimoine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour la gestion de la médiathèque, le tableau des effectifs est modifié comme suit :

Ouverture d'un poste d'adjoint du patrimoine 35/35<sup>ème</sup> à compter du 01/01/2019

GRADE	Poste / service
<b><u>Administratifs</u></b>	
Attaché principal - 35/35°	En détachement
Directeur général des services emploi fonctionnel	Directrice Générale des services
Rédacteur Principal 2 <sup>ème</sup> classe -35/35°	Non pourvu –
Rédacteur-35/35°	Non pourvu

Rédacteur 35/35	Non pourvu
Adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe-35/35°	Service urbanisme - Etat civil - Accueil
Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe-35/35°	Service comptabilité Investissement / Fonctionnement
Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe-35/35°	Médiathèque - archives - communication
Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe-35/35°	Accueil, Caisse des écoles, Election, CCAS
Adjoint administratif territorial 35/35°	Agent d'accueil
<b>TECHNIQUE</b>	
Technicien principal 1 <sup>ère</sup> classe 35/35°	Responsable du service technique
Agent de maîtrise principal 35/35°	Service bâtiment
Agent de maîtrise principal 35/35	Service espaces verts
Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	Service espaces verts
Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	Service voirie, polyvalent
Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	Service espaces verts
Adjoint technique territorial 35/35°	Service Bâtiment, voirie
Adjoint technique territorial 35/35°	Service espaces verts
Adjoint Technique territorial 35/35	Service espaces verts
<b>ECOLES ET DIVERS</b>	
Adjoint technique principal 1 <sup>ère</sup> classe 35/35ème	Non pourvu
Adjoint technique territorial- 35/35°	Service cuisine centrale
Agent maîtrise 35/35°	Service cuisine centrale
Adjoint d'animation territorial- 33/35°	Service de l'école maternelle, garderie
Adjoint d'animation territorial - 33/35°	Référent Périscolaire PEV
Adjoint d'animation territorial - 35/35°	Responsable accueil périscolaire TL
Adjoint d'animation territorial- 35/35°	Accueil TL + ALSH
Adjoint d'animation territorial- 35/35°	Responsable ALSH
Adjoint d'Animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe 35/35	Animation – Secteur Jeunes
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe 28/35	Transport – Cantine maternelle
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe 28/35	Cantine maternelle, transport scolaire
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe 34/35	Cantine primaire, transport scolaire, ménage
Adjoint technique territorial- 22/35	Non pourvu
Adjoint technique territorial-35/35°	Non pourvu,
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe 35/35	Non pourvu
ATSEM principal de 1 <sup>ère</sup> classe - 35/35	Non pourvu

ATSEM principal de 2 <sup>ème</sup> – 33/35°	Service de l'école maternelle, garderie
ATSEM principal de 2 <sup>ème</sup> – 30/35°	Service de l'école maternelle, garderie, transport
ATSEM principal de 2 <sup>ème</sup> – 32/35°	Service de l'école maternelle, garderie
<b>CULTURELLE</b>	
Adjoint du patrimoine 35/35	Médiathèque

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les contrats aidés dits CAE CUI et les contrats d'apprentissage ne rentrent pas dans le tableau des effectifs.

Après délibération, le conseil approuve cette ouverture de poste.

**Adopté à l'unanimité**

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil de solliciter l'avis du comité technique afin de procéder à la fermeture des postes devenus obsolètes.

Poste	Motif de la fermeture
Rédacteur Principal 2 <sup>ème</sup> classe -35/35°	Mutation – Modification de la définition du poste
Rédacteur-35/35°	Mutation création d'un service commun avec la communauté urbaine
Rédacteur-35/35°	Démission
Adjoint technique principal 1 <sup>ère</sup> classe 35/35ème	Nomination sur un poste d'agent de maîtrise
Adjoint technique territorial- 22/35	Départ en retraite
Adjoint technique territorial-35/35°	Départ en retraite
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe 35/35	Départ en retraite
ATSEM principal de 1 <sup>ère</sup> classe - 35/35	Départ en retraite et fermeture d'une classe

#### **D6 – Appel à Manifestation d'Intérêt relatif aux atlas de Biodiversité Communale**

Monsieur le Maire informe les membres du conseil que la commune de Dissay a déposé un dossier auprès de l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) pour la réalisation d'un atlas de biodiversité communal.

Le montant de la subvention sollicitée est de 20 000€

Après délibération, le conseil décide de :

- valider ce projet
- autoriser Monsieur le Maire à solliciter une subvention auprès de l'AFB

**Adopté à l'unanimité**

## **D7 – DICRIM (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs)**

Vu l'article L125-2 du Code de l'Environnement pose le droit à l'information de chaque citoyen quant aux risques qu'il encourt dans certaines zones du territoire et les mesures de sauvegarde pour s'en protéger.

Vu le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 modifié par le décret n° 2004-554 du juin 2004, relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs, précise le contenu et la forme de cette information.

Conformément à l'obligation de réaliser un D.I.C.R.I.M. pour les communes : Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le DICRIM (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs) qui a pour but d'informer les habitants sur les risques naturels et technologiques qui concernent la Commune, sur les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde mises en œuvre ainsi que sur les moyens d'alerte en cas de survenance d'un risque. Il vise également à indiquer les consignes de sécurité individuelles à respecter.

Après délibération, le Conseil Municipal, décide :

- d'adopter le D.I.C.R.I.M.,
- de confier le soin à Monsieur le Maire de prendre toutes les mesures utiles pour informer la population sur les risques majeurs présents sur le territoire communal.

Adopté à l'unanimité

## **D8 - Fonds de Concours PPI Voirie**

Afin de financer l'ensemble des travaux prévus au Plan Pluriannuel d'Investissement 2018/2020 pour un montant total de 3 277 120 €, la commune de Dissay doit verser à la Communauté urbaine Grand Poitiers, un fonds de concours représentant la différence entre les sommes issues de la CLETC, les subventions perçues, le reliquat de la Communauté de Communes du Val Vert du Clain et le solde de la convention de gestion soit la somme de 1 050 000€.

Cette somme sera versée à la Communauté urbaine Grand Poitiers selon les modalités suivantes :

- 900 000 € en 2019
- 150 000€ en 2020 sur présentation d'un état de consommation des crédits

Après délibération, le conseil donne son accord :

- Sur le versement du fonds de concours
- Sur les modalités annuelles de versement de ce fonds de concours

Adopté à l'unanimité

## **D9 –Avis sur installation classée**

La société GSM a déposé une demande d'installation classée pour exploiter une installation de stockage de déchets inertes sur des parcelles sises au lieu-dit « Les Moinards » à Saint-Georges-Lès Baillargeaux

Le site accueillera environ 200 000 m3 de déchets inertes de façon à remblayer les parcelles jusqu'à une cote proche de celle des terrains naturels afin de permettre l'établissement d'une flore spontanée.

La commune de Dissay étant située à une distance de 1km doit donner son avis sur cette implantation.

Après délibération, le conseil donne un avis favorable sur ce dossier et souhaite être régulièrement tenu informé des contrôles effectués sur le site

Pour : 16

Contre : 0

Abstention : 1

## **21h15 : Arrivée de monsieur Jean-Claude RICHARD**

### **D10- Rapport de CLETC**

VU l'article 1609 nonies C du CGI,

VU le rapport de la CLETC du 14 novembre 2018,

VU l'arrêté préfectoral 2016-D2/B1-036 du 6 décembre 2016 portant création du nouvel établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la communauté d'agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radégonde à compter du 1er janvier 2017,

VU l'arrêté préfectoral 2017-D2/B1-010 du 30 juin 2017 portant transformation de Grand Poitiers communauté d'agglomération en communauté urbaine.

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C – IV du Code Général des Impôts, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) s'est réunie le 3 octobre 2018 puis le 14 novembre 2018 pour évaluer le montant des charges et produits transférés à Grand Poitiers Communauté urbaine.

**Ces charges et produits correspondent à l'évaluation de l'Ecole Européenne Supérieure de l'image (EESI) de Poitiers dans le cadre de la compétence enseignement supérieur.**

Le tableau ci-dessous synthétise le résultat des travaux de la CLETC et son impact sur l'attribution de compensation versée par la Ville de Poitiers à Grand Poitiers Communauté urbaine **(les attributions de compensation des autres communes ne sont pas impactées par ce transfert de charges) :**

		2019 à 2022	A partir de 2023
<b>Avant transfert</b>	Attribution de compensation de fonctionnement	-24 733 667	- 24 733 667
	Attribution de compensation d'investissement	- 4 242 960	- 4 242 960
	<b>Attribution de compensation totale</b>	<b>-28 976 627</b>	<b>- 28 976 627</b>
EESI charges transférées	Fonctionnement	810 660	810 660
	Charges indirectes	14 502	14 502
	Frais financiers	-	-
	Investissement récurrent	14 720	14 720
	Coût de renouvellement	-	60 000
	Participation annualisée Ville de Poitiers	1 500 000	-
	<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>	<b>825 162</b>	<b>825 162</b>
	<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>1 514 720</b>	<b>74 720</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>2 339 882</b>	<b>899 882</b>
<b>Après transfert</b>	Attribution de compensation de fonctionnement	-25 558 829	- 25 558 829
	Attribution de compensation d'investissement	- 5 757 680	- 4 317 680
	<b>Attribution de compensation totale</b>	<b>-31 316 509</b>	<b>- 29 876 509</b>

A noter que les dépenses nettes d'investissement ont été imputées sur l'attribution de compensation d'investissement.

**Après délibération, le conseil donne un avis favorable sur le rapport de CLETC.**

Adopté à l'unanimité

#### **D11- Convention pour la plantation, l'entretien et la pérennité des haies**

Monsieur le Maire présente les projets de convention pour la plantation, l'entretien et la pérennité des haies mises en place dans le cadre de l'opération « trame verte – trame bleue » entre la commune, le propriétaire et le fermier. Ce projet représente la plantation de 220m de haies doubles le long de la parcelle ZD 47.

Après délibération, le conseil autorise Monsieur le Maire à signer la convention.

Adopté à l'unanimité

#### **D12- DETR**

Monsieur le Maire propose de solliciter auprès de l'Etat une subvention dans le cadre de la Dotation d'Equipeement des Territoires Ruraux 2019, dans la catégorie Bâtiments communaux et patrimoine communal.

Le projet retenu est la transformation du bâtiment Arlequin.

Budget prévisionnel HT du projet 1 900 000€. Subvention maximale attendue 150 000€

Après délibération, le conseil:

- Autorise Monsieur le Maire à solliciter une subvention dans le cadre de la DETR

Adopté à l'unanimité

### **D13- Convention avec le CDG pour un ACFI**

L'assemblée délibérante,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment son article 25 ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 5 ;

Vu la circulaire INTB1209800C du 12 octobre 2012 relative à l'application des dispositions du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié ;

Vu l'avis du Comité technique en formation CHSCT placé près du Centre de Gestion en date du 18 juin 2018 ;

Considérant,

L'article 5 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, impose aux collectivités territoriales et établissements publics de désigner un Agent Chargé d'assurer une Fonction d'Inspection dans le domaine de la santé et sécurité au travail (ACFI).

Il peut être satisfait à cette obligation :

- en désignant un agent en interne,
- en passant convention avec le centre de gestion de la fonction publique territoriale

Cette mission d'inspection consiste notamment à contrôler les conditions d'application de la réglementation en matière de santé et sécurité au travail et à proposer à l'autorité territoriale toute mesure qui lui paraît de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité du travail et la prévention des risques professionnels.

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Vienne propose cette mission aux collectivités et établissements publics.

Le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter la mission d'inspection et de l'autoriser à signer avec le Centre de Gestion de la Vienne la convention qui en régit les modalités de mise en œuvre.

Après en avoir délibéré,

le Conseil Municipal, décide :

- de solliciter la mission inspection en santé sécurité au travail proposée par le Centre de Gestion de la Vienne,
- d'autoriser le Maire à signer la convention correspondante avec le Centre de Gestion de la Vienne, dont le projet est annexé à la présente délibération, ainsi que tous les documents y afférents.
- d'inscrire au budget les crédits nécessaires pour assurer cette dépense.

**Adopté à l'unanimité**

### **§3 Questions et informations diverses**

Monsieur Laurent POUPIN rapporte au conseil que suite à l'agrandissement du parking du camping, de nombreuses voitures l'utilisent pour s'y garer. Il indique que la signalisation au sol (ligne blanche du stop, passage piétons) n'est plus en très bon état.

Monsieur le Maire apporte les éléments de réponse suivants :

Depuis quelques mois, la rue du Parc est en zone 30, ce qui implique automatiquement que les piétons sont prioritaires et le marquage au sol d'un passage n'est pas obligatoire. Pour ce qui est de la ligne blanche du stop, le fait qu'elle soit légèrement effacée ne dédouane pas les automobilistes de respecter la signalisation verticale (panneau). Pour l'instant, les conditions climatiques actuelles ne sont guère propices à la peinture au sol, qui pourra être éventuellement rafraichie aux beaux jours.

Monsieur Jean-Claude RICHARD informe le conseil qu'un administré se plaint que suite à la plantation d'arbres sur le trottoir de la rue des peupliers, les piétons sont obligés d'empiéter partiellement sur la chaussée et que le passage des camions à grande vitesse pourrait constituer un danger.

Monsieur le Maire lui répond que cette voie est rectiligne, que la visibilité est bonne et que la vitesse est limitée à 50 km/h. Cette situation est provisoire, dans l'attente de la réalisation du cheminement piétonnier définitif d'un mètre quarante.

La séance est levée à 23h50.

**Prochaine réunion de conseil le 1<sup>er</sup> février à 19 h**

